



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Afghanistan

Question au Gouvernement n° 2767

Texte de la question

M. le président. La parole est à Mme Muguette Jacquaint, pour le groupe communiste.

Mme Muguette Jacquaint. Monsieur le ministre délégué à la coopération et à la francophonie, la venue d'une délégation de femmes afghanes en Europe, les différentes initiatives qui ont été prises - en particulier par le magazine Elle, notre ministre de la jeunesse et des sports, Mme Bachelot-Narquin et M. le président de l'Assemblée nationale, qui ont reçu une délégation, vendredi dernier, à l'Assemblée nationale - ont révélé au monde avec force les conditions quotidiennes intolérables auxquelles ces femmes doivent faire face.

Mme Yvette Roudy. Très bien !

Mme Muguette Jacquaint. En effet, les mesures prises par le régime des talibans au pouvoir dans ce pays dénie le droit le plus élémentaire à des milliers de femmes: celui de vivre. Ces mesures fondées sur l'obscurantisme et la domination sont, pour certaines, similaires à un apartheid.

Face à cette situation horrifiante, le courage des femmes afghanes, celles qui se sont déplacées en Europe comme celles qui résistent, au quotidien, par de simples actes de vie interdits en Afghanistan, montre à notre pays quelles mesures de solidarité il convient de prendre.

Continuer à dénoncer ce régime est nécessaire et indispensable. Mais notre pays doit franchir une étape nouvelle. La délégation demande que la France intervienne auprès des pays qui soutiennent concrètement les talibans (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert),...

Mme Yvette Roudy. Très bien !

Mme Muguette Jacquaint. ... notamment l'Arabie saoudite et le Pakistan, et même auprès des Etats-Unis, qui exercent une certaine influence sur ces pays. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Mme Yvette Roudy. Tout à fait !

Mme Muguette Jacquaint. Je rappelle que, déjà, plus de cent parlementaires, sénateurs ou députés, ont signé un appel dans ce sens.

Monsieur le ministre, quelles dispositions le gouvernement français compte-t-il prendre pour répondre à cette légitime attente ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert, et sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie.

M. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Madame la députée, merci pour votre question. Si les spectaculaires destructions, au canon, des bouddhas géants taillés dans le roc des montagnes d'Afghanistan ont retenu l'attention, la situation de la population afghane, en particulier celle des femmes, doit plus sûrement nous mobiliser.

Les talibans sont effectivement en train d'imposer aux femmes - c'est-à-dire à leurs mères, à leurs épouses, à leurs filles - une incroyable récession de leurs droits les plus élémentaires. La France n'a cessé de dénoncer les effets scandaleux de cette idéologie intégriste qui inspire aujourd'hui les dirigeants de Kaboul.

Si, malheureusement, la situation risque d'être difficile à dénouer, compte tenu de l'enfermement que ces derniers ont choisi, il faut rappeler que notre premier objectif est d'abord d'aider les populations.

M. Richard Cazenave. Voilà ce que demandent les femmes afghanes !

M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Les ONG présentes sur place, notamment les organisations françaises, nous demandent, à cet effet, de maintenir le contact avec les talibans. Ce sont évidemment les fonctionnaires du Quai d'Orsay qui sont chargés d'entretenir ces contacts, au cours desquels ils ne manquent pas de dénoncer la politique suivie, notamment contre les femmes, et de demander que les ONG spécialisées dans l'action humanitaire puissent travailler librement.

Le commandant Massoud, qu'Hubert Védrine et moi-même avons reçu le mois dernier, nous a demandé lui aussi de renforcer l'aide non seulement dans la région qu'il contrôle, mais dans l'ensemble du pays, tant il est vrai que la situation y est catastrophique.

La France a augmenté substantiellement les crédits qu'elle a mobilisés pour les actions conduites aussi bien par les Nations unies que par les ONG. Nous avons invité nos collègues européens à faire de même et la Commission européenne vient de prendre des mesures dans ce sens.

Mais il faut également travailler à une solution politique. Tous les moyens sont utilisés, y compris - vous avez raison de le rappeler - l'influence que nous devons exercer sur les pays qui ont des relations privilégiées avec les talibans, comme le Pakistan. Je rappelle que tous les pays sont appelés à respecter les sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Mme Yvette Roudy. Les USA aussi !

M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Quant aux femmes qui sont venues en Europe porter témoignage - et je veux, comme vous, saluer leur courage -, je les recevrai personnellement ce vendredi. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [Mme Muguette Jacquaint](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (3^e circonscription) - Communiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2767

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : coopération

Ministère attributaire : coopération

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 mai 2001, page 2675

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 10 mai 2001